

**Objet : Modalités et Durée d'amortissements**

L'an deux mille vingt, le dix décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le 4 décembre 2020, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis en audio conférence et à huis clos, demandé par le président et plusieurs conseillers communautaires en raison de la non possibilité technique d'une diffusion en direct.

Etaient présents :

**Boncourt-sur-Meuse** : GUEPET Yann *suppléant de LARDÉ Philippe* ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixy-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERKRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercey** : LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, CAHU Gérald, DELAMARCHE Carole, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, MARCHAND Martine, ROCHAT Philippe, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, KIEFFER Hélène ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : DAL ZOTTO Véronique *suppléante de FILLION Jean-Charles* ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude ; **PORTEU** Brigitte, **VIZOT** Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : BOUCHOT Christian ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vaucouleurs** : FAVE Francis, GUERILLOT Virginie, DI RISIO Ghislaine, GEOFFROY Alain, HOCQUART Clotilde ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents

**Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Commercey** : GENART Angélique, LEMOINE Olivier, GENIN Jessica, SACCHIERO Laetitia ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Euville** : MAILLARD René, SOLTANI Denis ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles, **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sauvov** : THIRIET Michelle ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vignot** : LECLERC Madeleine ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : JOUANNEAU Olivier, THIRY Nadine

Pouvoirs ont été donnés à :

GEOFFROY Alain de TIRLICIEN Alain

Secrétaire de séance : TRAMBLOY Jean-Marie

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 54

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre de suffrages exprimés : 55

VOTES : Pour : 55 - Contre : 0 – Abstention : 0

L'instruction budgétaire et comptable M14 précise que les communes de 3 500 habitants et plus ont l'obligation d'amortir certains biens corporels et incorporels acquis depuis le premier janvier 1996.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

L'article R 2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que constituent des dépenses obligatoires les dotations aux amortissements des immobilisations suivantes :

- les immobilisations incorporelles enregistrées sur les comptes 202 (Frais d'études, d'élaboration de modifications et de révisions des documents d'urbanisme), 2031 (Frais d'études (non suivis de réalisation)), 2032 (Frais de recherche et de développement), 2033 (Frais d'insertion (non suivis de réalisation)), 204 ( Subventions d'équipement versées), 205 (Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires), 208 (Autres immobilisations incorporelles) à l'exception des immobilisations qui font l'objet d'une provision ;
- les immobilisations corporelles enregistrées sur les comptes 2156 (Matériel et outillages d'incendie et de défense civile), 2157 (Matériel et outillage de voirie), 2158 (Autres installations, matériel et outillage techniques) et 218 (Autres immobilisations corporelles) ;
- les biens immeubles productifs de revenus, y compris les immobilisations remises en location ou mises à disposition d'un tiers privé contre paiement d'un droit d'usage sous réserve qu'ils ne soient pas affectés directement ou indirectement à l'usage du public ou à un service public administratif. Sont donc amortissables à ce titre les biens enregistrés sur les comptes 2114, 2132 et 2142.

A l'exception des plantations d'arbres et d'arbustes comptabilisés aux comptes 2121, 21721 et 221, les agencements et aménagements de terrains ne sont pas amortissables.

La collectivité est libre d'amortir d'autres catégories de biens.

L'amortissement pour dépréciation est la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause. L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

Cette opération d'ordre budgétaire (OOB) nécessite l'inscription au budget :

- d'une dépense de fonctionnement au chapitre 042, compte 68 « dotations aux amortissements et provisions » (aux subdivisions concernées)
- d'une recette, d'un même montant, en recette d'investissement, au chapitre 040, compte 28 « amortissements des immobilisations » (aux subdivisions concernées)

Les subventions reçues s'amortissent par une dépense d'investissement au chapitre 040 au compte 1391 et une recette de fonctionnement au chapitre 042 au compte 777.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est fixée pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par délibération de l'assemblée délibérante, qui peut se référer à un barème indicatif proposé par l'instruction de la M14.

Les modalités actuelles d'amortissement de la Communauté de communes ont été fixées par délibération du 31 mai 2017.

Afin de prendre en considération l'acquisition de nouvelles immobilisations dont les conditions d'amortissement n'ont pas été prévues par la délibération existante, il est proposé à l'assemblée de prendre une

A ce titre il est rappelé que les règles de gestion de droit commun concernent les règles de gestion de droit commun concernant les amortissements sont les suivantes :

- les biens meubles et immeubles sont amortis pour leur coût d'acquisition TTC pour les budgets non assujettis à TVA et sur la valeur Hors taxe pour les budgets assujettis à la TVA), chaque bien étant pris individuellement ;
- le calcul des amortissements est effectué en mode linéaire (dépréciations réparties de manière égale sur la durée de vie du bien) sans prorata temporis (à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service ou d'acquisition, la dernière annuité courant jusqu'au 31 décembre de l'exercice même lorsque le bien est vendu en cours d'année). Tout plan d'amortissement en cours se poursuit selon les modalités initiales jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction) ;

De plus, les communes et leurs établissements publics peuvent procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par inscription d'une dépense en section d'investissement et une recette en section de fonctionnement.

La neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des subventions d'équipements versées permet d'apporter de la souplesse dans le financement de l'amortissement des subventions versées et de respecter l'obligation comptable d'amortissement sans dégrader la section de fonctionnement puisqu'une recette de fonctionnement est constatée en contrepartie d'une dépense d'investissement.

La neutralisation est réalisée budgétairement de la manière suivante :

- Constatation de l'amortissement des biens, quelle que soit leur nature, conformément au plan d'amortissement :
  - dépense au compte 68,
  - recette au compte 28.
- Neutralisation de l'amortissement des subventions d'équipement versées :
  - dépense d'investissement chapitre 040 au compte 198 "Neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées",
  - recette de fonctionnement au chapitre 042 au compte 7768 "Neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées".

Cette faculté résulte d'une volonté de la collectivité.

De plus, afin d'assurer l'amortissement de tous les biens que la collectivité est susceptible d'acquérir, il est suggéré, pour les éventuelles acquisitions à venir relevant de catégories d'immobilisations ne figurant pas dans le tableau ci-dessous, d'appliquer la durée d'amortissement maximale autorisée par l'instruction concernée.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil communautaire :

- de préciser que la méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire sans prorata temporis
- d'adopter, pour les catégories de biens ou les biens renouvelables acquis à compter de l'exécution de la présente délibération, les durées d'amortissement et le mode d'amortissement selon le tableau ci-dessous
- de permettre l'enregistrement, en section de fonctionnement, des biens de faible valeur dont la consommation est très rapide ou d'une durée de vie inférieure à 2 exercices comptables et représentant un coût unitaire inférieur à 500 € TTC (à l'exception des biens figurant au sein de l'annexe 1 de la circulaire du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local-comptabilités M14 qui doivent être comptabilisés en immobilisation).
- D'autoriser le Président à sortir de l'actif les biens dits de «faible valeur» après qu'il ait été procédé à leur amortissement.
- d'appliquer la règle de neutralisation des subventions d'équipement versées ;
- d'appliquer, pour les éventuelles acquisitions à venir relevant de catégories d'immobilisations ne figurant pas dans le tableau ci-dessous, la durée d'amortissement maximale autorisée par l'instruction comptable à laquelle se rattache l'acquisition ;

Le Conseil communautaire, à l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2321-1 ;

- précise que la méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire ;
- adopte pour les catégories de biens ou les biens renouvelables acquis par la présente délibération, les durées d'amortissement et le mode d'amortissement ;
- permet l'enregistrement, en section de fonctionnement, des biens dont la consommation est très rapide ou d'une durée de vie inférieure à 2 exercices comptables et représentant un coût unitaire inférieur à 500 € TTC (à l'exception des biens figurant au sein de l'annexe 1 de la circulaire du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local-comptabilités M14 qui doivent être comptabilisés en immobilisation).
- autorise le Président à sortir de l'actif les biens dits de «faible valeur» après qu'il ait été procédé à leur amortissement.
- applique la règle de neutralisation des subventions d'équipement versées ;
- applique, pour les éventuelles acquisitions à venir relevant de catégories d'immobilisations ne figurant pas dans le tableau ci-dessous, la durée d'amortissement maximale autorisée par l'instruction comptable à laquelle se rattache l'acquisition ;

Envoyé en préfecture le 21/12/2020  
Reçu en préfecture le 21/12/2020  
Affiché le 21/12/2020  
ID : 055-200066157-20201210-124\_2020-DE

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.  
Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

**Le Président**

**Francis LECLERC**



Date de convocation : 04/12/2020

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

### BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS RELEVANT DE L'INSTRUCTION COMPTABLE M14

Compte	Libellé du compte	Durée d'amortissement	Commentaires et exemples de dépenses
Un bien dont la valeur d'achat est inférieure à 500 € TTC et de "consommation rapide" ou d'une durée de vie inférieure à 2 exercices comptables doit être imputé en fonctionnement (à l'exception des biens figurant au sein de l'annexe 1 de la circulaire du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local-comptabilités M14 qui doivent être comptabilisés en immobilisation.)			
202	Documents d'urbanisme	10	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre
2031	Frais d'études non suivis de réalisation	05 (max)	Les frais d'études effectués en vue de la réalisation d'investissements sont imputés au compte 2031. Dans le cas contraire, on utilise le compte 617. Les frais d'études enregistrés au compte 2031 sont virés à la subdivision du compte 23 « Immobilisations en cours » lors du lancement des travaux par opération. Ces frais ne sont pas amortis. Les frais d'études non suivis de réalisation sont amortis
2033	Frais d'insertion non suivis de réalisation	05 (max)	Les frais de publication et d'insertion des appels d'offres dans la presse engagés de manière obligatoire dans le cadre de la passation de marchés publics (BO, BOAMP,...). Attention : les frais d'insertion relatifs aux marchés de fonctionnement s'imputent au compte 6231 - Annonces et insertions Les frais d'insertion enregistrés au compte 2033 sont virés à la subdivision du compte 23 « Immobilisations en cours » lors du lancement des travaux par opération. Ces frais ne sont pas amortis. Les frais d'insertion non suivis de réalisation sont amortis
204xxx	Subventions versées	5, 15 ou 30	Des subventions d'équipement versées, qui sont amorties sur une durée <ul style="list-style-type: none"> <li>- de cinq ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études,</li> <li>- de quinze ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations et de trente ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructure d'intérêt national.</li> </ul> Les aides à l'investissement des entreprises et aides versées dans le cadre du commerce et de l'habitat sont amorties sur une durée de cinq ans.

2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés...	5 ans	Les brevets sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur leur durée effective d'utilisation si elle est plus brève (durée initiale du contrat dans la limite de 5 ans). Brevet : 5ans Licence logiciel : 2 ans Droit d'usage annuel : 1 an Licence Progiciel : 5 ans
208	Autres immobilisations corporelles	5 ans	Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition ou autres
<b>211 Terrains</b>			
Pas d'amortissement			
<b>212 Agencements et aménagements de terrains</b>			
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	15 ans	(Maximum 20 ans)
<b>213 Constructions</b>			
2114/2132/ 2142	Immeubles de rapport (productifs de revenus et non affecté à un service public)	15 ou 20 ans	Achat/construction de bâtiments : 20 ans Travaux lourds sur les bâtiments : 15 ans Construction sur sol d'autrui : durée du bail à construction
2135 21735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	10 ans ou 20 ans	Aménagements et agencements : Travaux destinés à mettre les bâtiments en état d'utilisation Installations générales : Composants de la construction principale Installations téléphoniques, installations de chauffage, insonorisation, garde corps, rampe : 20 ans Eléments d'équipements : 10 ans : volets, portes, survitrage, chaudière, alarme, antenne de télévision, climatisation, installation d'une cuisine, achat et installation d'un robinet, sanitaires etc
<b>Installations, matériel et outillage techniques</b>			
2156	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	5 ans	Autre matériel et outillage d'incendie (matériel contrôle bornes incendies), extincteurs
21571 21578	Matériel et outillage de voirie	10 ans	Matériel roulant Autre matériel et outillage de voirie (barrières mobiles pour la voirie)
2158 21758	Autres installations, matériel et outillage techniques	1, 5 ou 10 ans	1 an : Petit outillage à main (Clés et douilles, coffrets et boîtes à outils complètes), escabeau, bêche, citerne, diable

2258			<p>5 ans : Outillage électroportatif (perceuse, scie sauteuse/circulaire, disqueuse, décapeur thermique, débroussailleuse...) et accessoires (vissage, perçage, douilles,...) défonceuse, compresseur, souffleur, aspirateur de chantier (eau et poussières), échelles, servante d'atelier.</p> <p>10 ans : Outillages et machines outils d'atelier et de garage                      Matériel d'atelier, outils à force pneumatique, nacelle élévatrice, échafaudage, transpalette, chariot élévateur etc.</p> <p>Petit appareil de chauffage, radiateurs                      Borne incendie</p>
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	10 ans	Le montant des installations générales, agencements et aménagements divers incorporés dans des bâtiments dont la collectivité n'est ni propriétaire ni affectataire, ou qu'elle n'a pas reçu au titre de mise à disposition n'est inscrit ni au compte 2135 ni au compte 2145 mais au compte 2181.
2182	Matériel de transport	5 ans 8 ans	<p>Accessoires de matériel de transport telles que remorques, Voitures, véhicules électriques et véhicules à moteur : 8 ans</p> <p>Camions : 8 ans</p> <p>Grosses réparations effectuées sur un véhicule prolongeant la durée de vie du véhicule : 5 ans</p>
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5 ans 10 ans	<p>Disque dur et téléphone portable : 1 an</p> <p>5 ans : Chaises, fauteuils de bureau</p> <p>5 ans : Ordinateurs (fixes et portables), imprimantes, tablettes, scanners, périphériques et accessoires, téléphone fixe,...</p> <p>10 ans : Etagère de bureau, Bureaux, caissons, vestiaires, tables de réunion, armoires, vitrines, rayonnages, bornes d'accueil,...</p>
2184	Mobilier	5 ans 10 ans	<p>5 ans : Chaises, bancs,...</p> <p>10 ans : Mobilier Scolaire (tables, bureaux, casiers...)</p>
2188	Autres immobilisations corporelles		5 ans : Petit appareil ménager (aspirateur, chariot etc)

Envoyé en préfecture le 21/12/2020  
Reçu en préfecture le 21/12/2020  
Affiché le  
ID : 055-200066157-20201210-124\_2020-DE

			10 ans : Matériel classique, Equipement électroménagers de cuisines, Equipements ménagers (auto laveuse), Matériel de musique, Stores etc
--	--	--	---



### BUDGET RELEVANT DE L'INSTRUCTION COMPTABLE M4/M49

Compte	Libellé du compte	Durée d'amortissement	Commentaires et exemples de dépenses
2031	Frais d'études non suivis de réalisation	05 (max)	Les frais d'études effectués en vue de la réalisation d'investissements sont imputés au compte 2031. Dans le cas contraire, on utilise le compte 617. Les frais d'études enregistrés au compte 2031 sont virés à la subdivision du compte 23 « Immobilisations en cours » lors du lancement des travaux par opération. Ces frais ne sont pas amortis. Les frais d'études non suivis de réalisation sont amortis
2033	Frais d'insertion non suivis de réalisation	05 (max)	Les frais de publication et d'insertion des appels d'offres dans la presse engagés de manière obligatoire dans le cadre de la passation de marchés publics (BO, BOAMP,...). Attention : les frais d'insertion relatifs aux marchés de fonctionnement s'imputent au compte 6231 - Annonces et insertions Les frais d'insertion enregistrés au compte 2033 sont virés à la subdivision du compte 23 « Immobilisations en cours » lors du lancement des travaux par opération. Ces frais ne sont pas amortis. Les frais d'insertion non suivis de réalisation sont amortis
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés...	1 à 5 ans	Les brevets sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur leur durée effective d'utilisation si elle est plus brève (durée initiale du contrat dans la limite de 5 ans). Brevet : 5ans Licence logiciel : 2 ans Droit d'usage annuel : 1 an Licence Progiciel : 5 ans
208	Autres immobilisations corporelles	05 ans	Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition ou autres
<b>211 Terrains</b>			
Pas d'amortissement			
212 Agencements et aménagements de terrains			
Pas d'amortissement			
<b>213 Constructions</b>			

2131	Bâtiments	15 ou 20 ans	Achat de bâtiments : 20 ans Travaux lourds sur les bâtiments : 15 ans
2135 21735	Installations générales, agencements, aménagement des constructions	10 ans ou 20 ans	Aménagements et agencements : Travaux destinés à mettre les bâtiments en état d'utilisation Installations générales : Composants de la construction principale Installations téléphoniques, installations de chauffage, insonorisation, garde corps, rampe : 20 ans Eléments d'équipements : 10 ans : volets, portes, survitrage, chaudière, alarme, antenne de télévision, climatisation, installation d'une cuisine, achat et installation d'un robinet, sanitaires etc
2138	Autres constructions	15 ans	Auvent, Abri, par exemple
2141/45	Construction sur sol d'autrui		Durée du bail
<b>Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition</b>			
21731/21741/ 21748	Bâtiments Autres constructions	15 ou 20 ans	Achat de bâtiments : 20 ans Travaux lourds sur les bâtiments : 15 ans
21735/21745/	Installations générales - agencements - aménagement des constructions	10 ans ou 20 ans	Aménagements et agencements : Travaux destinés à mettre les bâtiments en état d'utilisation Installations générales : Composants de la construction principale Installations téléphoniques, installations de chauffage, insonorisation, garde corps, rampe : 20 ans Eléments d'équipements : 10 ans : volets, portes, survitrage, chaudière, alarme, antenne de télévision, climatisation, installation d'une cuisine, achat et installation d'un robinet, sanitaires etc
<b>Installations, matériel et outillage techniques</b>			
2153	Installations à caractère spécifique	20 ans	
2157	Agencements et aménagement du	10 ans	Achat module commande benne OM, couvercle bacs

	matériel et outillage industriels		
2182	Matériel de transport	5 ans 8 ans 15 ans	Accessoires de matériel de transport telles que remorques, Voitures, véhicules électriques et véhicules à moteur : 8 ans Bennes à ordures ménagères et camion polybennes : 15 ans Véhicules supérieurs à 3,5 tonnes : 15 ans Bennes de déchetterie : 15 ans Grosses réparations effectuées sur un véhicule prolongeant la durée de vie du véhicule : 5 ans
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5 ans 10 ans	5 ans : Chaises, fauteuils de bureau  10 ans : Etagère de bureau, Bureaux, caissons, vestiaires, tables de réunion, armoires, vitrines, rayonnages, bornes d'accueil,...  5 ans : Ordinateurs (fixes et portables), imprimantes, tablettes, scanners, périphériques et accessoires,...
2184	Mobilier	5 ans 10 ans	5 ans : Chaises, bancs 10 ans : autre mobilier
2188	Autres immobilisations corporelles		1 an : Petit outillage à main (Clés et douilles, coffrets et boîtes à outils complètes), escabeau, bâche, citerne, diable, petit appareil électroménager  5 ans : Outillage électroportatif (perceuse, scie sauteuse/circulaire, disqueuse, décapeur thermique, débroussailleuse...) et accessoires (vissage, perçage, douilles,...) défonceuse, compresseur, souffleur, aspirateur de chantier (eau et poussières), échelles, servante d'atelier, achat kit dépannage, gros appareil électroménager  10 ans : Outillages et machines outils d'atelier et de garage Matériel d'atelier, outils à force pneumatique, nacelle élévatrice, échafaudage, transpalette, chariot élévateur etc.

			Bacs à ordures ménagères : 10 ans Conteneurs aériens : 20 ans Autre matériel classique : 10 ans
--	--	--	---